

critiques par rapport aux directions, mais ayant peu de traditions et d'expériences.

— hétérogénéité dans les foyers eux-mêmes: pas dans les mêmes boîtes, techniciens et jeunes travailleurs...

En cours de lutte nos structures (Groupe Taupe, CR) ne répondaient pas aux conditions particulières de l'affirmation de cette avant-garde: ce sont des instruments peu adéquats pour la formaliser. La mise sur pied du « CR de lutte », pour le temps de la grève, où l'on vient discuter avec la CC de ces actions, de son analyse, de ses propositions apparaît indispensable.

5) La redécouverte de méthodes d'action, d'organisation.

L'expérience qu'ils ont vécue est une donnée irréversible: la démocratie ouvrière assumée, matérialisée par les JT. Mais ce « problème » nous a valu des difficultés (même à l'intérieur de nos propres rangs): l'intransigeance, la dureté de la direction ACJT (où se profilait le soutien inconditionnel du gouvernement, notamment d'Edgard Faure), conduisait à un affrontement prévisible.

Tous les paliers ont été franchis:

— invasion unanime lors des négociations (pas du tout secrètes),

— séquestration pour obliger la direction à céder, à entamer les négociations.

— en fin de lutte, occupation des locaux administratifs, dans l'attente des flics, par la frange la plus combative (50 gars). Et même des projets plus « holé-holé ».

Le problème de la violence a été posé très clairement dans cette lutte. Nos tâtonnements et nos hésitations posent le problème d'une discussion approfondie sur ce sujet. Les actions directes en période de démobilisation posent la question de comment dégager l'avant-garde dans une lutte et à quel prix? Jusqu'où sommes-nous prêts à aller? Sommes-nous capables d'assumer de telles actions? Soutenir verbalement ne suffit plus, il faut alors organiser et prendre en charge. Actuellement, en dehors de quelques gardes-fou, il y a autant de réponses que de militants.

6) La jeunesse ouvrière, ses liaisons avec l'avant-garde: la peur du patronat et l'inquiétude des bureaucraties.

— Pour expliquer l'intransigeance de la direction ACJT, l'argument de la nécessaire rentabilisation ne suffit pas. Son blocage systématique avait pour origine des causes directement politiques.

C'est la peur de la radicalisation de la jeunesse ouvrière, peur de sa liaison avec une organisation révolutionnaire où les bureaucraties syndicales demeurent impuissantes, qui est à la source directe d'une telle dureté, de cette répression (même si elle n'est pas frontale, elle reste dans le cadre d'une répression sélective vu « la sanction » des organisations syndicales et les difficultés du pouvoir pour engager un procès actuellement, après le meeting à la Mutualité).

— L'inquiétude des bureaucraties: le terrain des foyers ne leur était pas coutumier, mais très rapidement, elle fit l'expérience de ce que pouvait être la démocratie ouvrière (cohésion et unité dans la lutte) lorsque, entre autre chose, le spectacle désolant des négociations dans le dos des grévistes fut dévoilé. Simplement le terrain hors de l'entreprise, l'écho de la lutte, expliquent pour une bonne part le peu d'attaques, d'allusions aux gauchistes (cf l'Huma de l'époque). Ne trouvant pas de brèche par où passer, l'URP-CGT et l'ADIR se firent oublier dès fin Juillet: ils ne sont pas encore réapparus.

La CFDT, par contre, participa formellement aux Comités de Soutien, mais par l'intermédiaire d'un dirigeant du SACLEP-CFDT, elle tenta de jouer un rôle bonapartiste dans le CCG en posant sa candidature comme « conseiller technique ». Ils approuvèrent la structuration du milieu en CIR (se transformant progressivement en organisation proche de la CFDT), tout en nous critiquant très durement sur la conduite de la lutte (d'après eux, nous l'avons « minorisée », et la CCG et le CG étaient fantômes...). Devant ces manoeuvres, l'expérience de la frange à la direction de la lutte fut édifiante!

Si nous nous sommes volontairement étendus sur ce bilan, c'est qu'en filigrane, apparaissent toute une série de débats qui traversent l'organisation. Ils touchent à l'analyse des luttes ouvrières récentes, aux formes de radicalisation des différents secteurs de la classe ouvrière après 68, à notre grille d'intervention dans la classe. Ce bilan peut donc alimenter un certain nombre de débats, mais nous sommes conscients que le choix du Congrès aura une grande importance pour notre future intervention (obligatoirement différente, et à une autre échelle que celle que nous avons assumée jusqu'ici). C'est ce qui nous pousse à proposer un projet organisationnel (notamment sur la région parisienne), le Congrès tranchera.

III FJT SECTEUR D'INTERVENTION ?

1— La crise dans les foyers justifie-t-elle la création et la construction d'un secteur particulier dans l'organisation?

a) Les foyers, ensemble homogène de regroupement de la jeunesse ouvrière?

— la structuration des foyers, leur fonction (cf Brochure, elle constitue notre élaboration en la matière).

— qu'y trouve-t-on ? L'implantation, la construction des foyers par le patronat, correspond à une réponse partielle du développement inégal du marché de l'emploi et la nécessité qui en découle de développer un MO jaune. De le regrouper et de le tenir sous sa férule. L'état prend en charge de plus en plus cette construction: l'exemple le plus récent est la création de l'ACJT, en liaison étroite avec le 5^{ème} Plan.

La jeunesse ouvrière qu'ils regroupent varie donc avec les régions et leur emplacement. Une exception à Paris où le nombre des foyers (150, 10 000 JT) est plus important, et plus concentré. Leur composition est plus bigarée:

— centre de Paris: activités tertiaires, employés de bureau, Administration (SNCF, PTT), petites boîtes.

— banlieu: grosses boîtes, foyers de boîtes particulières, foyers municipaux (gérés par les stals).

La crise des foyers vient de ce que le patronat assume la construction, aidé par l'état, et que les jeunes travailleurs prennent en charge le fonctionnement. La rentabilisation et ses conséquences, (hausses des loyers, bouffe dégueulasse), constitue un élément permanent pour l'apparition du « climat revendicatif », et l'apparition de la radicalisation de la jeunesse ouvrière.

Ces éléments peuvent-ils nous faire envisager l'intervention dans les foyers, au même titre que dans les lycées et dans les facultés ? Ces données sont-elles suffisantes ?